

**C.I.D.F.F. BAS-RHIN**  
**CENTRE D'INFORMATION SUR LES**  
**DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES**

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les  
Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

**C.I.D.F.F.BAS-RHIN**

**CENTRE D'INFORMATION SUR LES  
DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES**

Siège social : 24, Rue du 22 Novembre  
67 000 STRASBOURG

Association Loi Locale Tribunal de Strasbourg Vol 34 folio 78  
SIRET n° 305 833 691 00028

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les  
Comptes Annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

## **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels**

Mesdames, Messieurs,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIDFF 67 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons effectué notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justifications des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les postes de « produits constatés d'avance » et de « produits à recevoir » au titre de subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur les éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications des documents adressés aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les éléments financiers du rapport d'activité du Conseil d'administration, et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 15 avril 2026.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercices professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé dans l'article L 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

CIDFF 67  
Comptes Annuels  
Exercice clos le  
31 décembre 2025

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait à Strasbourg, le 16 avril 2026*

Le commissaire aux comptes

**BORLOT Audit**

**Annick BORIS-ISSENMANN**



Handwritten signature of Annick Boris-Issenmann, written in black ink on a white background, positioned between two horizontal lines.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	5 511	5 511				
	En cours, avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions	33 029	33 029				
	Installations techniques, matériel et outillage	67 044	61 364	5 680	4 463	1 217	27.28
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts				500	500	100.00
	Autres immobilisations financières	150		150	150		
	<b>Total II</b>	105 734	99 903	5 830	5 113	717	14.03
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	35 488		35 488	52 593	17 105	32.52
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	95 826		95 826	153 668	57 842	37.64
	Charges constatées d'avance (2)	7 990		7 990	4 133	3 857	93.31
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	628 498		628 498	435 898	192 601	44.18
	<b>Total III</b>	767 802		767 802	646 291	121 511	18.80
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		873 535	99 903	773 632	651 404	122 228	18.76

(1) Dont à moins d'un an  
(2) Dont à moins d'un an

**BORLOT**  
Annick BORIS  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
7 place du Marché Neuf  
67000 STRASBOURG  
Port. 06 75 63 94 70  
FIDUCIAIRE DE L'ILL



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12		Exercice N-1 31/12/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	60 229		60 229			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles	8 248		8 248			
	Réserves pour projet de l'entité						
AUTRES FONDS PROPRES	Autres						
	Report à nouveau	196 190		200 930		4 740	2.36
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	7 264		4 740		12 004	253.23
	Situation nette (sous total)	271 930		264 666		7 264	2.74
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement	2 858		715		2 143	299.75
	Provisions réglementées						
	Total I	274 789		265 382		9 407	3.54
	Fonds non remboursables						
	Avances conditionnées						
FONDS REPORTES ET DEBIES	Droits du concédant						
	Total II						
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés						
	Total III						
	Provisions pour risques	78 288		81 855		3 567	4.36
DETTE (1)	Provisions pour charges	49 963		43 100		6 863	15.92
	Total IV	128 251		124 955		3 296	2.64
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
DETTE (1)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						
	Emprunts et dettes financières diverses (2)						
	Instruments financiers à terme						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	40 624		40 655		31	0.08
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	258 308		149 170		109 138	73.16
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes			462		462	100.00
	Produits constatés d'avance	71 660		70 781		879	1.24
	Total V	370 593		261 068		109 525	41.95
Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)							
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)		773 632		651 404		122 228	18.76

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)

(2) Dont emprunts participatifs

71 660 186 657

BORLO  
Annick BORIS  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
7 place du Marché Neuf  
67000 STRASBOURG  
Port. 06 75 63 94 70  
AGENCE DE L'ILL

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations		550		490	60	12.24
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service		267 150		336 107	68 957	20.52
Parrainages		226		229	3	1.28
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation		1 161 741		998 173	163 569	16.39
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptible						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels		31 533		9 921	21 612	217.84
Mécénats		1 000			1 000	
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières		11 667		38 133	26 467	69.41
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		20 082		16 906	3 176	18.79
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits		9 920		4 612	5 308	115.10
Total I		1 503 869		1 404 571	99 298	7.07
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes		210 904		254 392	43 488	17.10
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés		61 891		54 737	7 154	13.07
Salaires et traitements		916 485		830 139	86 346	10.40
Cotisations sociales		281 065		262 312	18 753	7.15
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		2 147		1 875	272	14.48
Dotations aux provisions		23 378		6 621	16 757	253.09
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges		2 717		2 074	643	31.00
Total II		1 498 586		1 412 150	86 436	6.12
1 - Résultat d'exploitation (I-II)		5 284		7 579	12 863	169.71

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

BORLOT  
Annick BORIS  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
7 place du Marché Neuf  
67000 STRASBOURG  
Port. 06 75 63 94 70

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 939		2 561		621	24.27
Autres intérêts et produits assimilés	41				41	
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III	1 980		2 561		580	22.67
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)	1 980		2 561		580	22.67
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	7 264		5 019		12 282	244.73
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)			278		278	100.00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)						
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			278		278	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	1 505 849		1 407 410		98 440	6.99
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 498 586		1 412 150		86 436	6.12
5. EXCEDENT OU DEFICIT	7 264		4 740		12 004	253.23

BORLOT  
Annick BORIS  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
7 place du Marché Neuf  
67000 STRASBOURG  
Port. 06 75 63 94 70

**ANNEXE COMPTABLE**

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025, dont le total est de 773 632 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat excédentaire de 7 264 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.  
Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

**A. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable général issu du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 et aux modifications liées au nouveau règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers applicables au 01 janvier 2025.

Ci-dessous l'impact sur les comptes du reclassement lié aux modifications du nouveau règlement ANC n° 2022-06 :

Compte	Libellé	Présentation 2024	Présentation 2025
46780000	PRODUIT A RECEVOIR		85 900
46870000	PRODUIT A RECEVOIR	152 114	
64900000	REMB DE CHARGES DE PERSONNEL		-12 638
70800000	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES		2 909
74700000	REP SUBVENTION INVEST.		440
75870000	INDEMNITES ASSURANCES		204
77700000	REP SUBVENTION INVEST.	278	
79200000	REMBOURSEMENTS DIVERS	11 094	

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence aux règles et méthodes décrites ci-dessus :

**1. Stocks**

Néant.

**2. Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale

## **B. CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**

### **1. Amortissements et provisions pour dépréciations**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :  
-immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.  
-immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>DUREE</b>	<b>MODE</b>
Immob. Incorporelles	1 an	Linéaire
Agencements des constructions	5 ans	Linéaire
Matériel de transport	néant	Linéaire
Matériel de bureau, informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

Tableau des mouvements sur immobilisations et amortissements ci-dessous :

<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>Valeur brute début exercice</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Valeur brute fin exercice</b>
<b>Immobilisations incorporelles :</b>	<b>5 511</b>			<b>5 511</b>
Autres immobilisations incorporelles	5 511			5 511
<b>Immobilisations corporelles :</b>	<b>96 708</b>	<b>3 364</b>		<b>100 072</b>
Agencements, installations Strasbourg	31 913			31 913
Agencements, installations Haguenau	1 116			1 116
Matériel de bureau et informatique Strasbourg	38 309			38 309
Matériel de bureau et informatique Haguenau	13 911			13 911
Mobilier	11 459	3 364		14 823
<b>Immobilisations financières :</b>	<b>650</b>		<b>500</b>	<b>150</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>102 869</b>	<b>3 364</b>	<b>500</b>	<b>105 733</b>

<b>IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES</b>	<b>Amortissements début exercice</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Amortissements fin exercice</b>
Autres immobilisations incorporelles	5 511			5 511
Agencements, installations Strasbourg	31 913			31 913
Agencements, installations Haguenau	1 116			1 116
Matériel de bureau et informatique Strasbourg	36 748	896		37 644
Matériel de bureau et informatique Haguenau	13 911			13 911
Mobilier	8 557	1 251		9 808
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>97 756</b>	<b>2 147</b>		<b>99 903</b>

## 2. Provisions pour risques et charges

Les provisions constituées cette année couvrent principalement deux natures de risques et charges :

- une provision pour risque sur la subvention perçue par le FSE au cours de l'année, elle est calculée en appliquant un taux forfaitaire de 8 % de la subvention perçue, on retient les subventions perçues à ce titre sur les 10 dernières années, durée correspondant aux contrôles du FSE

- une provision pour charges de salaires au titre d'une prime de partage de la valeur à verser à l'ensemble des salariés.e.s.

## 3. Fonds dédiés

Néant

## 4. Subventions d'équipements

Le montant de la subvention d'équipement s'élève à 1.391,25 € au 1er janvier 2025.

Cette dernière a été destinée au financement du mobilier.

En date du 15 octobre 2025, une subvention d'équipement d'un montant de 2 582,98€ a été perçue dans le cadre d'un financement de mobilier.

Au 31 décembre 2025 le solde du compte s'élève à 3 974,23€.

Cette subvention d'investissement a été reprise dans le compte de résultat de la manière suivante :

- reprise au même rythme que les amortissements des immobilisations subventionnées

## C. AUTRES POSTES

### 1. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **2. Disponibilités**

Il s'agit des sommes disponibles en banque

## **3. Charges constatées d'avance**

Elles sont liées à la gestion courante.

## **4. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit**

Néant

## **5. Dettes fournisseurs, fiscales et sociales**

L'ensemble de ces dettes sont liées à l'exploitation et sont acquittées aux échéances normales.

Les charges à payer représentent :

- au titre des dettes fournisseurs : 30 655 €
- au titre des dettes sociales : 205 689 €
- au titre des dettes fiscales : 8 297 €

## **6. Produits à recevoir**

Les produits à recevoir représentent au titre des subventions à percevoir la somme de 85 900€.

Ce montant a été déterminé en tenant compte des conventions pour lesquelles un solde sera perçu en 2026 après envoi à nos différents financeurs d'un bilan quantifié et chiffré des actions concernées.

## **7. Produits constatés d'avance**

Il s'agit de produits encaissés auprès des financeurs mais échelonnés en fonction de la durée de la convention. Le montant à reporter sur l'exercice suivant est de 71 660 €.

## **8. Effectif**

L'effectif moyen de l'association est de 22,98 ETP (équivalent temps plein),

L'exercice a enregistré des mouvements significatifs, ils sont principalement liés à des absences pour congé maladie de longue durée, congé maternité et congé sabbatique :

- d'entrée : 6 personnes ont rejoint la structure dont 5 CDD. Il est à préciser que 1 CDD a été converti en CDI en 2026.
- de départ : 9 personnes ont quitté la structure dont 5 CDD en fin de mission et 1 CDD en fin de contrat d'apprentissage

## **9. Produits d'exploitation**

Prestation de services : sont enregistrées sous cet intitulé toutes les factures émises dans le cadre des interventions dans les établissements scolaires, les formations en entreprises, les bilans de compétences. Figurent également dans cette rubrique la participation des usager.ère.s dans le cadre des consultations de médiations familiales, l'action en cotraitance qui a été mise en place en 2021 dans le cadre d'un marché avec France Travail (pour mémoire il s'agit d'une animation de différents ateliers à destination des bénéficiaires de France Travail), les factures et/ou appels de fonds dans le cadre de nos échanges avec la Fédération Nationale et Régionale des CIDFF.

Subventions : ce poste comprend l'ensemble des financeurs et partenaires, à savoir les collectivités publiques nationales, territoriales, locales, le fonds social européen, la caisse d'allocations familiale.



Dons et contributions financières : il s'agit des cotisations ainsi que des dons et produits de mécénat perçus de fondations ou d'entreprise.

## **10. Engagements de retraite**

Les usages de l'association prévoient le versement d'indemnités de départ à la retraite. Il n'a pas été signé d'accord particulier. L'engagement total évalué avec des coefficients de probabilité de présence à terme, de mortalité et d'actualisation a été chiffré à 24 640,60 €.

## **11. Déclaration des dons**

En 2025, 121 reçus fiscaux ont été délivrés pour un montant total de 28 828 € en contrepartie des cotisations, dons et produits de mécénat perçus sur l'exercice.

## **12. Fonds propres**

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 2023 il a été décidé de la création d'une réserve de solvabilité. Le résultat bénéficiaire sera affecté annuellement à hauteur minimum de 10% avec un maximum de 50%.

L'exercice 2024 étant déficitaire aucune affectation n'a été effectuée, au 31 décembre 2025, le solde de la réserve de solvabilité est d'un montant de 8 247,75 €.

## **D. AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS**

L'année 2025 a été marquée par les 50 ans du CIDFF, une semaine d'animation a débuté le 22 avril par l'organisation tout au long de la semaine de différents ateliers, rencontres, témoignages sur Strasbourg, Haguenau et Saverne. La clôture de cette semaine s'est déroulée en deux temps, tout d'abord par une soirée organisée le vendredi 25 avril dans la salle des Corporations à Haguenau et ensuite par une journée au Shadok à Strasbourg. Au programme nous avons des tables rondes, des discours, des animations interactives, un Escape Game féministe, une brocante solidaire, une tombola mais également un buffet. De nombreux partenaires, bénéficiaires ont participé à ces différentes animations qui ont rencontré un vif succès.

Nous avons pu compter sur le soutien financier de la Ville de Strasbourg, du CCAS de la Ville de Haguenau, d'Harmonie Mutuelle mais également de nombreux mécènes quant aux outils de communication, la fourniture du buffet, les lots pour agrémenter notre tombola.

Au niveau de l'activité, les prestations facturées liées aux interventions scolaires, aux formations, aux bilans de compétences et à la prestation pour la CPAM du Bas-Rhin concernant la mise en place de modules de remobilisation sont restées stables.

Le non renouvellement du marché « Atelier Conseil » de France Travail en juin 2025 a eu pour conséquence une diminution des prestations facturées d'environ 50 000€

Les projets réalisés en lien avec la Fédération Régionale des CIDFF du Grand Est sont également en baisse du fait de la non reconduction de deux actions portant sur le parcours de sortie de la prostitution et les femmes primo-arrivantes.

L'accompagnement des aidant.e.s issu de la Conférence des Financeurs débuté en 2020 par le biais du Bureau d'Accompagnement Individualisé des Aidant.e.s a pu se poursuivre en 2025 par le biais des financements de la Conférence des Financeurs et AG2R La Mondiale au titre de l'institution AG2R Agirc-Arrco. Le soutien de la Conférence des Financeurs a été reconduit dans une moindre mesure pour 2026/2027.



Il est également à noter qu'une convention débutant le 01 janvier 2026 d'une durée de deux ans d'un montant de 100 000€ est actuellement en cours de signature avec AG2R La Mondiale au titre des institutions AG2R AGIRC ARRCO, AG2R Prévoyance et Arpege Prévoyance

En octobre 2024, une nouvelle action financée par la Collectivité européenne d'Alsace a été mise en place. Il s'agit d'un accompagnement à destination des familles monoparentales, avec des parents de moins de 30 ans, ayant signé un contrat d'accompagnement en tant que bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active. Cette action expérimentale d'une durée initiale de 15 mois a été reconduite en 2026.

Le conventionnement concernant l'« Accompagnement professionnel de bénéficiaires du RSA diplômé.e.s » cofinancée par le FSE+ a pris fin le 31 décembre 2025. A ce jour le nouvel appel à projets pour 2026 - 2027 n'a pas encore été publié, et ne le sera probablement pas avant la fin du premier semestre 2026. Nous n'avons pas de garantie qu'il pourra nous être alloué, il a toutefois été décidé de maintenir la réalisation des actions sans savoir si le FSE suivra car il y a eu des confirmations « officieuses ».

Au niveau social, la situation financière ayant évolué favorablement l'association procédera au mois d'avril 2026 au versement d'une prime de partage de la valeur.

Il faut se rappeler qu'en juin 2025, il était question de réduire les salaires en mobilisant un accord de performance collective, tant les incertitudes financières étant importantes. En effet, les informations liées aux subventions étaient particulièrement tardives cette année, par voie de conséquence il en a été de même pour les versements, et l'inquiétude était importante quant à la prise en charge de la prime Ségur. Cette dernière a été levée en septembre 2025 par le versement de la DRDFE de 80 % du montant correspondant à la prime Ségur.

En fin d'année nous avons également bénéficié de fonds complémentaires émanant de la DRDFE et du FIPD.

La situation financière est favorable à ce jour mais il convient de bien prendre en compte le fait qu'aucune nouvelle contribution ne parviendra avant les mois d'avril-mai 2026 et qu'il existe une incertitude quant à la reconduction de la prise en charge de la prime Ségur en 2026.

A la date d'arrêté des états financiers au 31 décembre 2025, l'association a connaissance d'incertitudes mais qui ne remettent pas en cause la capacité de la structure à poursuivre son exploitation.